

Le 29 mai 2005 : la victoire de l'espoir !

Le traité constitutionnel a été rejeté par le peuple français. Score net et sans bavure !

L'analyse des résultats montre que ce vote est un vote de classe, même s'il n'a pas été perçu comme cela. Bien sûr, nous ne sommes pas dupes, l'électorat du front National a voté massivement NON. Qu'est-ce à dire ? que les adeptes du repli sont nombreux, mais comment feraient-ils autrement ?

Car, hormis les tenants de l'extrême droite, qui vote Front National ? Des ouvriers, pour certains qui votaient PCF avant, des ruraux. Ces catégories de population se sentent liguées à juste titre, personne n'en parle, ils ne voient pas d'avenir. Alors, pour une grande part d'entre eux, ils votent anti immigrés mais aussi antilibéral, anti société qu'on nous impose, gauche et droite confondues.

Que s'est-il passé dans cette campagne ? Le NON a été perçu comme un vote de gauche, antilibéral, malgré toutes les arguties de nos médias dominants. Or, beaucoup d'électeurs du Front National ne se reconnaissent pas spécialement de droite mais contre des personnes qu'ils perçoivent comme un danger de leur piquer du boulot ou de leur manger la laine sur le dos. Dans les débats de la campagne, cet argument a servi plutôt à un De Villiers qui balaye une autre couche de population, mais on n'a pas entendu le vieux borgne. Mais les arguments les plus utilisés l'ont été par des forces de gauche. C'est ce discours qui est passé auprès de ces électeurs, et c'est une chance qu'il faut saisir rapidement. Pour une fois, l'argument sécuritaire n'était pas dominant. Si l'on arrivait à continuer la dynamique engagée pendant ces derniers mois, ces électeurs pourraient revenir à des arguments exprimant la lutte des classes, notion qu'il faut réhabiliter.

D'ailleurs, Sarko l'a bien compris, lui qui en rajoute une couche dans le discours sécuritaire, pour ramener ces électeurs vers lui et nous refaire le coup de la campagne présidentielle de 2002.

Or, c'est cette bagarre qu'il nous faut mener, montrer aux électeurs du Front National qu'une porte de sortie par le haut est possible, afin d'éviter la barbarie qui nous pend au nez.

Pour cela, ne pas se diviser et, je le reconnais, c'est assez mal parti. Et montrer qu'une politique sociale ambitieuse et une autre façon de la faire peut redonner espoir.

Cela passe par la poursuite des collectifs et un travail continu sur le terrain en contrant les arguments de Sarko, qui relaie très bien Le Pen. Le petit nerveux essaie de reprendre la main en se dissociant de son premier ministre et de Chirac mais il faut montrer la connivence avec les politiques menées qui aboutissent dans l'impasse et démonter le fond idéologique libéral, néo conservateur qu'il exploite. Cela veut dire être aux côtés des luttes populaires, au sein des boîtes mais pas seulement. Dire que les délocalisations, ou le principe du pays d'origine, ce n'est pas le plombier roumain qui vient bouffer le pain des Français, mais les grands patrons qui profitent du système, dont Sarko est le héraut, en tirant tous les salaires par le bas, celui du Français comme celui du Roumain. Et que l'Europe que nous voulons, c'est entre autres permettre au Roumain d'augmenter son niveau de vie sans amoindrir le nôtre, au détriment de ces grands patrons.

Ce n'est pas gagné mais la période est propice aux changements, positifs ou rétrogrades, selon ce que nous en ferons.

En parallèle, bien sûr, il nous faut prendre le plus de contacts possible avec les mouvements, organisations européennes qui nous sont proches, afin d'organiser la contre offensive. Les dirigeants européens sont déstabilisés, ils commencent à proférer des conneries (Blair, la Ligue du Nord) qui montrent ce que représente pour eux l'« Union » européenne. Ne laissons pas faire ces replis chauvins, poussons pour ouvrir la porte aux peuples d'Europe, qu'ils puissent s'exprimer, s'organiser pour le bien être commun et pas le confort de leurs dirigeants. Saisissons-nous de toutes les occasions européennes (16-17 juin, présidence de la Grande Bretagne) pour manifester notre volonté d'une autre Europe et « qu'ils s'en aillent tous ! », assemblée constituante en France et en Europe !

Daniel ROMET, 13 juin 2005